

95

Union  
syndicale  
**Solidaires**

éducation

**SUD**95**ÉLECTION À LA CAPD  
DES INSTITUTEURS ET PROFESSEURS  
DES ÉCOLES DU VAL D'OISE***Scrutin du 1er au 8 décembre 2022***Pour l'unité du syndicalisme de lutte et d'émancipation****Votez pour la liste CGT/SUD !**

## Pour envoyer un message clair

La loi de Transformation de la Fonction Publique a considérablement réduit la possibilité de contrôle syndical sur l'administration dans les commissions paritaires. En écho à la politique du gouvernement, les pratiques opaques, clientélistes et arbitraires de la hiérarchie se généralisent, sur le déroulement de nos carrières comme sur le mouvement et pèsent sur la gestion quotidienne de notre vie professionnelle (formation professionnelle, 108 heures annualisées, versement des ISSR, postes à profil, injonctions incessantes...). Elles amplifient la remise en cause de nos droits de salarié·es, de nos droits syndicaux et la souffrance au travail.

En utilisant le bulletin de vote CGT/SUD, ces élections professionnelles sont l'occasion d'envoyer un message clair contre ce durcissement « managérial » toxique, pour le faire cesser !

## Pour défendre un syndicalisme combatif, solidaire, unitaire

C'est pour de nouvelles conquêtes sociales, et en faveur de la reconstruction d'un collectif de travail au service d'une école émancipatrice que nous considérons notre rôle syndical. Nos organisations sont impliquées dans **toutes les luttes** en faveur des salarié·es, que ce soit dans l'Éducation (grèves contre la loi Blanquer pour l'école de la confiance, contre la casse de la voie professionnelle, mobilisations pour un vrai statut d'AESH, contre les évaluations d'école, etc.) ou au niveau interprofessionnel (contre la casse des retraites, pour l'augmentation des salaires et des postes de fonctionnaires, etc.).

**C'est la force de notre syndicalisme intercatégoriel et interprofessionnel. Dans le Val d'Oise, nous oeuvrons toujours pour l'unité intersyndicale de lutte, sur une base claire !** Cette liste unitaire en est le reflet : elle a été proposée à nos camarades des organisations avec lesquelles nous luttons au quotidien pour stopper l'offensive néolibérale du capitalisme.

### **Notre volonté d'action en CAPD :**

La CGT Éduc'action 95 et SUD Éducation 95 ont décidé d'unir leurs forces et de présenter une liste commune aux élections professionnelles de 2022 afin de continuer à faire entendre en CAPD la voix des luttes collectives dans l'Éducation et dans l'interprofessionnel. La voix des collègues qui n'acceptent pas de voir transformer l'école en marchandise, se dissoudre les valeurs du service public et qui exigent l'unité du camp de la lutte, pour gagner !

Pour la CGT, comme pour SUD Éducation, la défense individuelle ne se conçoit que dans un cadre collectif, en articulation avec des revendications adoptées démocratiquement.

# Non à la marchandisation de l'école

La CGT Éduc'action 95 et SUD Éducation 95 s'opposent avec détermination à une politique éducative néolibérale qui depuis des années impose toujours plus loin sa doctrine réactionnaire destructrice. De nombreux·ses collègues ne comprennent plus le sens du métier quand la parole des praticien·nes que nous sommes devient suspecte face à celle - hors sol et opportuniste - des expert·es du ministère, parfois ex-pairs.

« **L'école du futur** » du président Macron n'est pas la nôtre. C'est une école technocratique de l'obsession de la performance, de l'évaluation permanente pour « contractualiser des objectifs » afin de privatiser (évaluations d'école, formations constellation, évaluations nationales). C'est celle du management agressif par délégation d'autorité qui tue le collectif de travail, celle de la dictature des « indicateurs », de l'empilement des « dispositifs ». Une école qui substitue à la construction des savoirs des listes de compétences, qui confond individualisation et personnalisation des apprentissages. Une école où la méthodologie de projet est l'héritière de la « gestion axée sur les résultats » du new public management, où règne la compétition et la mise en concurrence. **C'est un projet fou et totalitaire de suppression du service public d'Éducation.**

## Pour une école où il ferait bon vivre

**Nous affirmons que l'école doit, à l'opposé, être un lieu d'émancipation et de coopération :**

- **Qui fait de chaque enseignant·e ou AESH un individu engagé·e dans sa classe**, qui œuvre à changer l'école pour changer la société vers une égalité de fait. Un·e praticien·ne qui puise dans l'héritage des techniques et outils légués par les pédagogues de l'école moderne. Un·e chercheur·se qui explore dans une dynamique d'échange, dans une relation de confiance et de respect (et donc pas de hiérarchie dans l'école !);

- **Qui fait de chaque enfant, un individu qui apprend et s'émancipe à son rythme** pour devenir un·e citoyen·ne libre, apte à faire vivre

la démocratie, apte à faire face aux défis du réchauffement climatique, un auteur responsable et critique. L'école doit être un milieu vivant qui lui offre un espace d'autonomie et d'initiative, de droit à l'expression et à l'erreur, à la recherche, à la confrontation et au tâtonnement. Un milieu qui permette des moments de dialogues, d'échanges et de coopération réelle entre pairs.

**Cet enjeu démocratique est encore plus nécessaire pour les enfants qui ont le plus besoin d'école, dans les quartiers populaires. La liberté pédagogique est donc la clé de voûte du métier d'enseignant·e. Seul le statut nous le garantit !**

### **Dans l'immédiat, nous revendiquons :**

- **L'abrogation de la loi Rilhac, l'abandon immédiat du projet « école du futur », des évaluations d'école.**
- **La reconnaissance de nos qualifications :** abandon immédiat des job-datings ! Un vrai statut pour toutes et tous, à commencer par les AESH ! Augmentation immédiate des salaires : + 400 euros tout de suite, revalorisation de toutes les grilles et indexation des salaires sur les prix !
- **Le recrutement massif** de personnels titulaires enseignants, AESH, médecins et infirmiers scolaires.
- **Un statut de fonctionnaire-citoyen renforcé**, qui réaffirme notre liberté pédagogique.
- **Une formation initiale et continue de qualité, choisie, connectée à nos préoccupations de terrain** et qui prenne en compte les apports théoriques des diverses recherches et notamment les pédagogies coopératives.
- **Des classes avec des effectifs réduits**, sans lesquels il n'y a pas de pédagogie possible.
- **De véritables conditions favorables à l'inclusion scolaire.**
- **Des moyens de remplacement** pour assurer la continuité d'enseignement à tou·te·s les élèves.
- Des RASED avec des missions de rééducation de la difficulté scolaire (trop souvent confondue avec le handicap).

**Votez pour la liste CGT/SUD !**